

# Grèce : ne laissons pas M. Tsípras braquer les banques !

**L**a Grèce a rejoint la Zambie, et demain le Zimbabwe, au ban des très rares nations qui ont remboursé avec retard le Fonds monétaire international (FMI) ou qui lui ont fait défaut.

Contrairement aux dires de la gauche radicale, l'euro n'a pas « asservi » les Grecs : il leur a permis pendant quinze ans de s'endetter à des taux aussi bas que les Allemands. Mais ils ont gaspillé cette chance. Plutôt que moderniser et investir, ils ont distribué prébendes et revenus, entraînant des déficits budgétaires et des paiements inconnus dans l'histoire en temps de paix (de 10 à 20 % du PIB). Les marchés ont été punis d'avoir financé cette fuite en avant : ils ont dû revendre leurs créances au secteur public avec 50 % de perte. Les contribuables européens ont alors payé deux fois : pour sauver leurs banques, en reprenant ces créances ; mais aussi avec de l'argent frais, pour financer la Grèce le temps qu'elle ajuste ses dépenses à ses recettes.

Les comptes étaient en train de s'équilibrer et la croissance de repartir, quand les Grecs ont élu Syriza, avec le mandat d'augmenter les revenus et de revenir aux déficits en les faisant payer par les Européens. Ils ont d'ailleurs depuis arrêté de s'acquitter de leurs impôts et retiré leur argent des banques, ce qui force la Banque centrale européenne (BCE) à envoyer des liquidités tous les jours. Quant au gouvernement, il ne règle plus aucune autre facture que les salaires et les retraites.

On dit la Grèce écrasée par sa dette. C'est faux. Elle l'est par sa politique économique. Sa dette est restructurée à des

taux proches de zéro et l'essentiel n'est pas dû avant des décennies. Les créanciers publics ne lui demandent que de dégager un peu d'excédent pour rendre peu à peu ce qu'elle a emprunté depuis 2011, en commençant par le FMI, qui est aussi l'argent du Sénégal et du Bangladesh.

La Grèce, de son côté, veut une « union de transfert » où son Parlement enverrait sa facture tous les ans. Elle croit que ses créanciers vont céder de peur d'une contagion financière. Elle se trompe. Nous ne sommes plus en 2011 : les autres pays du Sud vont mieux, la BCE achète massivement leurs obligations. Certes, la Grèce occupe une place stratégique en Europe. Mais elle ne peut plus être un Lehman Brothers.

---

La Grèce n'est pas écrasée par sa dette mais par sa politique économique.

---

Céder à la Grèce encouragerait les stratégies d'extorsion dans d'autres Etats.

---

Si le risque de contagion grec n'est plus financier, il est politique. Le projet Syriza est celui de tous les populistes : Podemos, 5 Etoiles ou Front national. Céder à la Grèce encouragerait les stratégies d'extorsion d'Etats plus importants, mettant l'Europe en danger : le salarié slovaque ne cotisera pas pour que le retraité grec gagne plus que le retraité slo-

vaque... D'où la tragédie qui se déroule sous nos yeux : M. Tsípras est un braqueur de banque qui menace de tout faire sauter – lui avec – sans réaliser que ses otages ont été déjà exfiltrés. Ne pas céder sera douloureux. Syriza aura le choix entre renier son mandat ou entraîner son pays dans une spirale mortifère : d'abord fermer les banques, comme à Chypre, privant les pauvres de leur épargne – les autres l'ont déjà retirée – et ramenant l'économie à l'âge du troc. Fonctionnaires et retraités seront payés en assignats qui s'échangeront 50 % en dessous de leur valeur en euros, ce qui réduira leurs revenus bien au-delà de ce que demande le FMI. On appellera ces assignats drachmes en les faisant émettre par une banque centrale à la botte : là, la Grèce sortira vraiment de l'euro. Mais qui voudra être payé en drachmes ? Et où les Grecs trouveront-ils des devises pour payer les importations puisqu'ils exportent peu, que leur défaut les privera de crédit et que leurs actifs publics à l'étranger seront saisis ? Au bout de cette route, la Grèce devra aussi quitter l'Union. Car ses voisins ne toléreront ni la libre circulation des personnes avec un Etat failli, incapable de contrôler ses frontières, ni celle des marchandises, avec une monnaie en dévaluation sauvage.

Cette pente, où qu'elle s'arrête, coûtera bien plus cher à la Grèce que ce que lui demande l'Europe. Son seul intérêt sera de faire tomber le masque des recettes populistes.

---

**Les Gracques** sont un groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes.